il a survécu à une terrible maladie, et il a gagné un très dur combat pour sa vie. Il sera bientôt de retour dans cette Chambre et dans l'arène politique. Je voudrais lui dire à quel point nous sommes heureux et fiers de lui. Le Québec a besoin de M. Bouchard.

Je prends la parole dans le cadre du débat en troisième lecture du projet de loi C-44, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi sur les douanes. Ce projet de loi a franchi l'étape de la première lecture à la Chambre des communes, le 17 juin 1994. Il a été adopté en deuxième lecture le 27 septembre et renvoyé par la suite au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

Le rapport du comité a été déposé après avoir entendu plusieurs personnes et organismes intéressés par ce projet de loi. Il a fait l'objet de discussions en cette Chambre, à l'étape du rapport, le 12 décembre 1994.

Selon ses auteurs, le projet de loi poursuit les objectifs suivants: empêcher une personne reconnue coupable d'un crime punissable d'une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans ou plus au Canada ou à l'étranger, de revendiquer le statut de réfugié; donner aux agents d'immigration le pouvoir de saisir des documents envoyés par courrier international et qui pourraient être utilisés à des fins frauduleuses; retirer de la section d'appel de l'immigration les appels basés sur des motifs d'équité, lorsque le ministre croit que l'appelant constitue un danger pour le public. D'après ce que je viens d'entendre, il va utiliser ce pouvoir très souvent; retirer le droit d'appel à une personne visée par une affectation du fait qu'elle représente un risque pour la sécurité.

Comme je l'ai déjà dit et redit auparavant, nous du Bloc québécois affirmons que l'État et le gouvernement ont le droit et le devoir de protéger le Canada et le Québec contre les criminels de toute origine.

• (1220)

Nous sommes d'accord pour empêcher les immigrants et les revendicateurs du statut de réfugié d'utiliser la réputation du Canada comme pays d'accueil pour fuir leur pays d'origine où ils ont commis des crimes graves contre la personne. Nous ne nions pas les problèmes liés à la criminalité des immigrants et des réfugiés. Mais nous ajoutons en même temps que le gouvernement possède actuellement tous les moyens légaux et administratifs pour faire face à cette situation.

Par exemple, la loi actuelle, le projet de loi C-86, confère au ministre le pouvoir d'expulser les criminels de guerre et les auteurs de crimes contre l'humanité. Le gouvernement, cependant, ne fait rien contre cette sorte de criminels. Plusieurs nazis sont encore au Canada. M. Léon Mugesera, accusé d'être un criminel rwandais par sa propre communauté, n'a pas encore été déporté malgré les questions que j'ai posées au ministre en Chambre.

Initiatives ministérielles

Aux termes de la législation actuelle, une personne reconnue coupable d'un crime à l'étranger n'est pas admissible au processus de détermination du statut de réfugié, si on a des motifs raisonnables de croire que cette infraction, dont elle a été reconnue coupable, serait punissable selon une loi fédérale canadienne d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans et si, selon le ministre de l'Immigration, elle constitue un danger pour le public au Canada.

Pour moi, c'est suffisant. Mais je tiens à souligner que le Conseil canadien pour les réfugiés pense que cette disposition de la loi actuelle que je viens de lire devrait disparaître. *A fortiori*, il s'oppose à l'élargissement de son application, tel qu'aux résidents permanents.

Ce projet de loi constitue une réponse exagérée et disproportionnée aux deux meurtres commis à Toronto au printemps de 1994 par des ressortissants étrangers. Il a été rédigé à la hâte, sans aucune consultation préalable, malgré que le ministre eût entrepris, depuis sa nomination, des consultations nationales sur la politique d'immigration, au coût de plus de un million de dollars.

Ce projet de loi a pris par surprise même les avocats et les groupes qui travaillent avec les immigrants et les réfugiés. C'est la réponse du gouvernement libéral aux positions draconiennes et réactionnaires endossées par le parti réformiste. Mais aussi, ce projet, ainsi que plusieurs discours du ministre, confirment le virage à droite du Parti libéral du Canada.

Je déplore vivement que le gouvernement n'ait accepté aucun amendement proposé par l'opposition. Déjà, la majorité libérale avait rejeté du revers de la main les modifications que le Bloc québécois avait présentées, lors de l'étude article par article du projet de loi. De plus, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a adopté, à l'étape du rapport, la même position inflexible que ses collègues libéraux au sein du comité législatif. Il a rejeté plus de 20 amendements que j'ai proposés au nom du Bloc québécois à l'étape du rapport, de même que les amendements proposés par ma collègue, la députée de Laval-Est.

Par exemple, nous avons proposé un amendement pour soustraire à l'application de la nouvelle loi les résidents permanents de dix ans ou plus au Canada, chose qui se fait déjà en Australie et dans plusieurs autres pays. Dans certains cas, ces gens-là n'ont aucun lien émotif avec leur pays d'origine. Actuellement, il y a des personnes qui ont vécu ici plus de 40 ans et dorénavant, elles pourront être l'objet de déportation. Le ministre et la majorité libérale ont rejeté cet amendement très justifié du Bloc québécois.

• (1225)

De nombreux organismes sont venus témoigner devant le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration: le Conseil canadien pour les réfugiés, un organisme très réputé dans ce domaine; la Section nationale du droit de l'immigration de l'Association du barreau canadien; le syndicat d'Emploi et Immigration; le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Canada; la section canadienne d'Amnistie internationale; le Comité canadien d'action sur le statut de la femme; le Congrès du travail du Canada. Je félicite, au passage,